

Unité départementale de l'Orne  
Cité administrative  
Place Bonet  
CS 40020  
61007 Alençon

Évreux, le 16/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TB INDUSTRIE**

ROUTE DE VIRE - BP 6  
TINCHEBRAY  
61800 Tinchebray-Bocage

Références : 61-2024-0007 -JE  
Code AIOT : 0005302394

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement TB INDUSTRIE implanté ROUTE DE VIRE - BP 6 TINCHEBRAY 61800 Tinchebray-Bocage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a pour objectif de procéder au récolement de l'inspection du 14/10/2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TB INDUSTRIE
- ROUTE DE VIRE - BP 6 TINCHEBRAY 61800 Tinchebray-Bocage

- Code AIOT : 0005302394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

TORBEL INDUSTRIE s'est spécialisée dans la fabrication de ferrures et d'accessoires adaptés à l'intérieur et l'extérieur de l'habitat. L'entreprise a débuté son activité par la fabrication de ferrures pour volets en bois, aluminium ou PVC, telles que des espagnolettes, pentures, des gonds ou encore des arrêts.

Elle s'est ensuite développée dans la ferrure pour portails avec des pivots, des sabots, des arrêts, des crémaillères ou encore des verrous pour différents types de portails qu'ils soient coulissants ou battants ainsi que pour les portes de garages.

Peu après, l'entreprise complète son offre dans la fabrication d'accessoires pour l'isolation extérieure, ainsi que des ferrures pour portes spécifiques et fenêtres telles que des paumelles, crémones, fiches à larder et béquilles ainsi qu'une gamme de visserie spécialisée et quincaillerie d'ameublement.

L'entreprise gère toutes les étapes de production, de la confection à la fabrication en passant par la finition jusqu'à la logistique et le contrôle qualité.

Implantée dans les anciens bâtiments de l'entreprise MERMIER LEMARCHAND, le site de TB industrie situé à Tinchebray a pour activité la fabrication de serrures et de ferrures.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'inspection du 14/10/2021

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point n°1	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 8	Sans objet
2	Point n°2	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 9	Sans objet
3	Point n°3	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 17	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités de l'inspection du 14/10/2021 ont été rectifiées par :

- l'installation d'une réserve incendie de 500 m3;
- l'installation d'une porte coupe-feu coulissante (coupe-feu 1h et pare-feu 1h);
- des travaux de mise en conformité contre le risque foudre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Point n°1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application des articles 16 à 23 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) réalisée conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 a été réalisée en 2017. Celle-ci conclut sur la nécessité de réaliser une étude technique définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Cette étude technique doit être réalisée avant le 31 mars 2021 Les résultats de cette étude, ainsi qu'un échéancier de mise en œuvre des travaux éventuels recensés dans cette étude et nécessaires à la protection contre la foudre des bâtiments, doivent être transmis à l'inspection avant le 30 mai 2021. "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude technique "foudre" a été réalisée le 15 mars 2021. Celle-ci conclut à la nécessité de mettre en place des liaisons équipotentielle dans l'atelier 64 et le local chaufferie bureaux et à mettre en place des Zones de Protection Foudre sur le four cataphorèse et le four Epoxy.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des ICPE le PV de réception des travaux daté du 20/12/2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Point n°2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : • une</p>

réserve d'eau constituée au minimum d'une capacité de 500 m3 disponible en toute circonstance et quel que soit la météo. Cette réserve, constituée d'une poche souple située à l'entrée du site et en dehors de tout flux thermique, est aménagée selon les recommandations du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI), et notamment de la fiche technique n°7. Elle est complétée de 4 poteaux d'aspiration disposés selon les recommandations de la fiche technique n°10. Enfin, une aire d'aspiration de 12 m<sup>2</sup> est aménagée au droit de la réserve d'eau, dans les conditions exigées par la fiche technique n°3. L'ensemble de ces 3 fiches sont annexées au présent arrêté. Une fois installée, la réserve doit faire l'objet d'une réception officielle par le service prévision du SDIS 61. Le PV de réception de la réserve est transmis à l'inspection dès réception. Cette réserve doit être opérationnelle au plus tard pour le 31 juillet 2021. [...]

**Constats :**

L'entreprise a envoyé à l'inspection des ICPE la facture de mise en place d'une citerne souple de 500 m3 clôturée comprenant les éléments suivants :

- Fourniture et pose d'une citerne souple de 500 m3 avec quatre poteaux d'aspiration;
- Terrassement et encaissement d'une plateforme de 450 m2;
- Terrassement et encaissement d'une aire d'aspiration de 160 m2 avec une butée au sol pour les camions;
- Terrassement d'une tranchée et pose d'un éclairage;
- Fourniture et pose d'une clôture en grillage rigide de 90 mètres et de 2 mètres de hauteur avec un portillon.

L'inspection des ICPE a par ailleurs pu constater lors de la visite la présence de la citerne souple de 500 m3 clôturée, de 4 poteaux d'aspiration disposés selon les recommandations de la fiche technique n°10 et d'une aire d'aspiration de 12 m<sup>2</sup> aménagée au droit de la réserve d'eau, dans les conditions exigées par la fiche technique n°3.

Le certificat de conformité du fabricant daté du 18/12/2023 ainsi que la reconnaissance opérationnelle du SDIS datée du 22/07/2022 ont été transmis à l'inspection des ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Point n°3**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant met en place une porte coupe-feu de degré 1 heure entre le bâtiment 65 et le magasin 2000, avant le 31 décembre 2021. [...]

**Constats :**

L'inspection des ICPE a constaté l'installation d'une porte coupe-feu coulissante entre le bâtiment 65 et le magasin 2000.

L'exploitant a par ailleurs transmis à l'inspection des ICPE le certificat de conformité daté du 30/08/2023 indiquant les caractéristiques suivantes :

-coupe-feu : 60 minutes  
-pare-feu : 60 minutes.

**Type de suites proposées :** Sans suite